

**XXIIème Congrès de l'Internationale Socialiste, São Paulo**  
**27-29 octobre 2003**

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

**AVANCER DANS UN MONDE D'INCERTITUDES**

J'ai le plaisir de présenter mon rapport à notre Congrès à São Paulo, cette ville vibrante, située au cœur du Brésil, le plus grand pays de l'Amérique latine et l'un des plus dynamiques du monde en développement.

Je voudrais remercier le Partido dos Trabalhadores, PT, sa direction et tous ses membres, pour accueillir ce Congrès. Le PT participe aux activités de notre Internationale depuis un certain nombre d'années et nous nous sentons les bienvenus. Et je voudrais souligner que c'est la décision des citoyens brésiliens qui a rendu possible le déroulement de notre Congrès ici, en élisant il y a exactement un an Luiz Inácio 'Lula' da Silva comme président et en embrassant la nouvelle direction qu'il représente, non seulement pour le Brésil mais pour l'entière Amérique latine et le monde en développement. Alors que le Brésil progresse aujourd'hui sur son propre sol et que son influence augmente sur la scène mondiale, il est encore plus approprié que notre Congrès ouvre le jour du premier anniversaire de cet événement politique marquant.

C'est le premier Congrès de l'Internationale Socialiste du nouveau millénaire, dans un monde qui en vient toujours au prise avec les attaques terroristes du 11 septembre il y a deux ans ; dans un monde perturbé par le conflit en Iraq au printemps dernier, et devant faire face à des problèmes mondiaux fondamentaux, exacerbés par des actions et des politiques unilatérales qui ont été la cause de préoccupations et de consternations sérieuses dans le monde entier et qui ont eu pour conséquence que les gens se sentent encore moins en sécurité.

Notre Internationale, une famille de partis politiques et d'organisations qui s'étend sur toute la planète et s'agrandira encore durant ce Congrès, est un mouvement politique qui est bien équipé pour surmonter les obstacles et les dangers, et pour être à la tête des efforts en faveur de la création d'une nouvelle architecture de la gouvernance mondiale. En tant que sociaux-démocrates nous sommes convaincus que nous pouvons prévaloir contre l'importance érigée et sans pitié accordée par les néo-libéraux à l'intérêt personnel et au profit à court terme qui aggrave les divisions à l'intérieur et entre les nations. Car si nous embrassons un nouvel internationalisme basé sur des efforts multilatéraux et la solidarité humaine, nous pourrons bâtir les structures d'une coopération internationale efficace et réelle, rassemblant les personnes pour trouver des solutions communes pour un meilleur futur.

**LE MOYEN-ORIENT**

L'Internationale reste déterminée à conserver une approche active et positive vis à vis du Moyen-Orient, pour continuer à rechercher des mesures concrètes afin que les espoirs des gens de la région pour la fin de la violence et la co-existence pacifique restent vivants. L'Internationale se distingue de par le fait que sont inclus dans notre famille à la fois les voix des Israéliens et celles des Palestiniens.

Quand des progrès ont été réalisés pour la résolution du conflit, l'Internationale Socialiste a pris part aux efforts. Quand les choses se sont empirées, nous étions parmi ceux qui voulaient aller de l'avant, et en contact étroit avec nos partis membres — le Parti Travailleiste et le Meretz en Israël, et le Fatah, la plus grande organisation palestinienne — essayer de remettre en marche le processus de paix.

Depuis la résurgence du conflit en septembre 2000, le Moyen-Orient a vécu des moments particulièrement difficiles et notre Internationale a répondu de différentes façons pour faire avancer les choses dans une direction plus constructive. En octobre 2000, peu après le commencement du dernier cycle de violence, nous avons organisé une réunion d'une délégation de l'IS dans la région, dirigée par Thorbjørn Jagland, président du Comité Moyen-Orient de l'IS, SIMEC, et membre de la Commission Mitchell, pour rencontrer les leaders de nos partis membres, et des officiels du gouvernement israélien et de l'Autorité nationale palestinienne, afin d'exhorter qu'une voie pour la négociation et la reprise du processus de paix soient assurées. Quelques semaines plus tard, le 2 novembre 2000, le SIMEC s'est réuni à Oslo, accueilli par le Parti Travailleiste Norvégien, DNA, et a convenu d'un certain nombre de points, y compris le besoin de mesures pour que la confiance du peuple israélien et palestinien dans le processus de paix soit restaurée.

Suite à une décision de l'Exécutif de l'IS, François Hollande, premier secrétaire du Parti Socialiste français et l'un des vice-présidents de l'IS, et moi-même sommes allés à Tel Aviv et à Ramallah le 24 juin 2001 pour discuter avec les leaders des partis membres de l'IS. Ceci a ouvert la voie pour la participation de Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne et président du Fatah, et Shimon Peres, du Parti Travailleiste d'Israël et alors ministre des Affaires étrangères, au Conseil de l'IS à Lisbonne, accueilli par le Parti Socialiste portugais en juin 2001, choisissant l'Internationale comme cadre dans lequel rétablir les relations et contribuer à nos débats, et ayant comme résultat l'établissement d'un Group de contact permanent, comprenant Jagland, Hollande et moi-même, pour soutenir la reprise des négociations.

A la fin de 2001, l'Internationale a lancé un appel aux deux parties afin qu'elles mettent un terme immédiat à la violence et reprennent les pourparlers de paix. Nous avons condamné les attaques terroristes contre des civils innocents à Jérusalem et à Haïfa, réitéré notre appel à l'autorité palestinienne pour qu'elle contrôle les groupes armés et en parallèle avons affirmé que le gouvernement israélien devait comprendre que ses attaques contre l'autorité palestinienne ne servaient qu'à exacerber la situation.

Les 14 et 15 mars 2002, nous avons organisé dans la région une réunion du SIMEC sur deux jours, le premier jour à Ramallah avec la participation de Yasser Arafat, et le second jour à Tel Aviv, où les leaders du Parti Travailleiste d'Israël et du Meretz se sont adressés aux délégués. Nous nous sommes félicités de la nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU lançant pour la première fois un appel pour un Etat palestinien, qui, avec la sécurité pour Israël sont les piliers que nous considérons cruciaux pour assurer une paix durable.

Le mois suivant, parmi une résurrection particulièrement horrible de la violence, l'Internationale a émis un Appel urgent aux deux camps pour qu'ils redoublent leurs efforts et trouvent un terrain d'entente pour un cessez-le-feu. Le 23 avril 2002, l'Exécutif de l'IS a tenu une réunion spéciale à Madrid, accueillie par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE, à laquelle ont participé, entre autres, Shimon Peres et Hanni Al-Hassan, représentant de Yasser Arafat. Cinq points principaux ont été convenus, ouvrant la voie à une résolution historique acceptée à l'unanimité par notre Conseil à Casablanca les 31 mai et 1er juin, lors duquel l'Internationale a annoncé que ses trois partis membres dans la région avaient accepté que 'la reconnaissance mutuelle de l'Etat d'Israël et l'Etat de la Palestine, comme deux Etats destinés à vivre côte à côte, devrait être l'engagement initial avant que des négociations commencent entre les deux peuples'.

Tandis que notre Internationale a aidé à établir un cadre si positif pour la reprise du processus de négociations, les ennemis de la paix dans la région ont frappé peu de temps après en faisant exploser une voiture piégée dans le nord d'Israël tuant au moins seize personnes, seulement quelques jours après notre Conseil. L'Internationale a condamné cet acte terroriste, déclarant que nous étions plus déterminés que jamais à continuer nos efforts et à soutenir tous ceux de la communauté internationale pour promouvoir la paix. Un mois plus tard, nous avons aussi condamné l'attaque aérienne de l'armée israélienne dans la ville de Gaza qui a tué quinze Palestiniens, déclarant que rien ne pouvait justifier de telles actions et que seule une solution politique au conflit pouvait mener à une paix durable. Une fois encore en septembre 2002, l'Internationale a été obligée de se prononcer et condamner les attentats suicides qui ont tué des civils innocents à Tel Aviv, et a protesté avec vigueur contre la destruction injustifiée du siège civil de l'Autorité palestinienne par les troupes et l'armée israélienne.

En décembre 2002, Thorbjørn Jagland et moi-même avons organisé des discussions à Tel Aviv, Gaza et Ramallah avec la direction de nos partis membres dans la région, pour nous informer directement des derniers développements. Début mai, cette année là, l'Internationale s'est réjouie de la présentation de la feuille de route du Quartet pour une solution permanente du conflit, basée sur deux Etats, déclarant que nous nous engageons en faveur de sa mise en œuvre complète et effective.

Pour souligner le soutien de l'Internationale pour la feuille de route, Thorbjørn Jagland et moi-même sommes retournés à Tel Aviv et à Ramallah en mai pour rencontrer nos partis membres et encourager tout soutien international possible en faveur de l'initiative. Et à nouveau, parmi d'autres développements positifs, une résurgence de violence et un bombardement meurtrier par le Hamas se sont produits à Jérusalem, que nous avons condamnés tout en exprimant en même temps notre préoccupation en ce qui concerne les réponses au terrorisme qui ne servent qu'à perpétuer le cycle de violence. Déterminés à accentuer le positif, nous avons organisé une autre réunion du SIMEC à Ramallah et à Tel Aviv le 23 septembre et réaffirmé notre engagement à tirer parti des récents succès et à poursuivre les efforts pour une paix durable, quelques soient les actions de ceux qui refusent de l'accepter.

### **Construire la démocratie en Iraq**

L'Internationale a constamment soutenu que le soutien des Nations Unies serait nécessaire pour toute action en Iraq, et qu'une solution durable à la crise ne pourrait être atteinte que par l'intermédiaire d'actions multilatérales de la part de la communauté internationale, en accord avec une résolution du Conseil de sécurité. A cet égard, le 14 mars de cette année, notre président António Guterres et moi-même avons rencontré le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, au siège de l'organisation à New York, et réaffirmé le plein soutien de l'Internationale aux Nations Unies, organisation indispensable pour la promotion de la coopération internationale, de la paix et de la sécurité dans le monde, et souligné l'engagement permanent de l'Internationale Socialiste en faveur du multilatéralisme pour aborder les défis mondiaux.

Aujourd'hui, plus de six mois après la déposition de Saddam Hussein, les événements ont montré que la participation des Nations Unies et une approche concertée multilatérale restaient essentielles pour construire la démocratie et assurer la sécurité en Iraq. Tandis que l'invasion militaire était en cours, l'Exécutif de l'IS a émis une déclaration déplorant la soit disant guerre 'préventive' contre l'Iraq sans l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU, et réaffirmé notre engagement pour le multilatéralisme et notre intention d'organiser une conférence internationale à Rome pour soutenir les démocrates iraqiens. En avril, l'Exécutif de l'IS a émis une seconde déclaration intitulée 'Légitimer l'après-guerre en Iraq', dans laquelle il a été déclaré que la participation de la communauté internationale toute entière serait cruciale pour la reconstruction de l'Iraq et pour

assurer la paix dans tout le Moyen-Orient ; il a aussi été souligné que la Conférence à Rome se focaliserait sur le développement de la démocratie en Iraq et assurer la paix dans tout le Moyen-Orient.

Nous avons organisé une délégation de l'IS à Bagdad du 17 au 20 juin, la première visite d'une organisation politique internationale en Iraq après la chute du régime iraquien, pour dialoguer avec les principaux groupes et partis politiques dans le pays et exprimer le soutien de l'Internationale en faveur du développement de la démocratie, le respect des droits de la personne et des libertés, ainsi qu'un avenir de paix et d'inclusion pour tous les citoyens iraqiens. Les membres de la délégation étaient Massimo D'Alema, ancien premier ministre d'Italie, des Démocrates de Gauche, DS ; Abderrahman Youssoufi, ancien premier ministre du Maroc, de l'Union Socialiste des Forces Populaires, USFP ; Thorbjørn Jagland, ancien premier ministre de la Norvège, du Parti Travailleiste Norvégien, DNA ; Zlatko Lagumdžija, ancien premier ministre de la Bosnie-Herzégovine, du Parti Social-Démocrate, SDP BiH ; et moi-même.

La délégation de l'IS a été accueillie à son arrivée par un large rassemblement de leaders et de représentants de près de cinquante différents partis et mouvements ethniques et religieux, et a tenu une série de réunions à Bagdad avec beaucoup d'entre eux. Des réunions ont eu lieu avec des représentants de l'Union Patriotique du Kurdistan, PUK, dirigée par son président Jalal Talabani ; des Démocrates Indépendants Iraquiens, dirigés par leur président Adnan Al Pachachi ; du Parti Démocratique National, dirigé par son président Nasir Chadirji ; du Parti Al Dawa, dirigé par son leader Ebrahim Al-Jafari ; avec le leadership du Parti Démocratique du Kurdistan, KDP, y compris Hoshiyar Al-Zebari ; une délégation du Conseil suprême pour la Révolution islamique en Iraq, SCIRI, dirigée par Adil Abdul Mahdi ; Nori Al-Badran de l'Accord National Iraquien ; une délégation du Parti Communiste Iraquien dirigée par son secrétaire général Hamad Majid ; du Mouvement Socialiste Arabe, dirigé par son président Abdul Allah Al-Nasrawi ; du Mouvement Démocratique Assyrien dirigé par son secrétaire général Yonadam Y. Kanna ; et avec des membres du leadership du Congrès National Iraquien. Une réunion spéciale s'est également tenue avec les sept organisations membres du Conseil des leaders iraqiens.

Durant sa visite, la délégation a exprimé le soutien total de l'Internationale pour le peuple iraquien dans son effort pour construire des institutions démocratiques et pour l'établissement rapide d'une Autorité intérimaire iraquienne menant à la formation d'un gouvernement indépendant, internationalement reconnu.

Les membres de la délégation ont aussi rencontré Sergio Vieira de Mello, représentant spécial du Secrétaire-Général de l'ONU, Kofi Annan, pour discuter du travail de l'ONU en Iraq et réitérer le soutien total de l'Internationale.

Un grand nombre de leaders et représentants que nous avons rencontrés à Bagdad ont participé à la Conférence de l'Internationale Socialiste 'Construire la démocratie en Iraq — Œuvrer pour la paix au Moyen-Orient' qui s'est déroulée à Rome les 18 et 19 juillet. Un certain nombre d'entre eux étaient membres du Conseil de gouvernement iraquien, nouvellement formé, y compris Adnan Al-Pachachi, Naseer Al-Chadirji, Hamid Majid Mousa, Yonadam Y. Kanna, Ibrahim Al-Jafari, Samir Shakir Mahmoud Sumaiday et Jalal Talabani, qui est avec nous ici à São Paulo et qui en tant que l'un des neuf présidents tournants du Conseil gouvernant, entrera en fonction au mois de novembre. Les autres participants comprenaient des représentants et délégués du Parti Démocratique du Kurdistan, KDP ; du Mouvement Socialiste Arabe ; du Conseil Suprême pour la Révolution islamique en Iraq, SCIRI ; du Congrès National iraquien ; du Parti Démocratique Assyrien ; du Parti Démocratique National turkmène ; et du Parti de la Fraternité turkmène.

Des leaders politiques et délégués palestiniens et israéliens étaient également présents pour aborder les développements alors actuels et les perspectives pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient. La Conférence, accueillie par les Démocrates de Gauche, DS, dont la délégation était dirigée par le secrétaire général, Piero Fassino, et le président du parti Massimo D'Alema, et les Socialistes Démocratiques Italiens, SDI, dirigés par le président Enrico Boselli, consistait en une série de discussions sous forme de panels. Le premier jour des débats, le dialogue entrepris par la délégation de l'IS à Bagdad en juin, sur les éléments essentiels de la construction de la démocratie en Iraq, s'est poursuivi. Le premier panel s'est concentré sur ' De la dictature à la démocratie : créer les nouvelles institutions <sup>a</sup>, le second sur ' Garantir les droits de la personne et les libertés fondamentales à tous les Iraquiens <sup>a</sup> ; le troisième panel était intitulé ' Participation de la société civile et des femmes dans le processus politique <sup>a</sup>, le quatrième ' Pour un avenir d'inclusion : reconnaître le pouvoir de décision des gens dans une société multiethnique, multireligieuse et multiculturelle <sup>a</sup> et le cinquième ' Perspectives régionales et internationales pour le nouvel Iraq <sup>a</sup>.

Les conclusions de la réunion, ' Une stratégie pour un Iraq durable, démocratique, libre et uni <sup>a</sup> ont été présentées par Massimo D'Alema, soulignant la solidarité de notre Internationale avec toutes les forces démocratiques en Iraq, la volonté commune d'engager l'entière communauté internationale dans le soutien au processus démocratique en Iraq et la nécessité de renforcer le rôle des Nations Unies.

Le second jour, les discussions, centrées sur 'Œuvrer pour la paix au Moyen-Orient' ont été introduites par Piero Fassino et Thorbjørn Jagland, président du Comité Moyen-Orient de l'IS, et ont compté sur la participation de Shimon Peres, président du Parti Travailleuse d'Israël, Yossi Sarid, leader du Meretz, et Nabil Shaat, ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, ainsi que des représentants d'autres partis membres de l'IS.

Les deux premiers panels ont abordé ' La voie pour atteindre la paix : la feuille de route <sup>a</sup> et ' Mettre en œuvre la paix dans les sociétés israélienne et palestinienne <sup>a</sup>. Le troisième portait sur ' Faire progresser la paix et la coopération à travers la société civile et les communautés <sup>a</sup>, avec la contribution de maires et de leaders des autorités locales, israéliens et palestiniens; et le quatrième panel a examiné ' Promouvoir la paix : le rôle des acteurs régionaux et internationaux<sup>a</sup>.

Sergio Vieira de Mello a envoyé un message à la Conférence dans lequel il saluait les membres du Conseil de gouvernement, qui représentaient l'Iraq dans le domaine international pour la première fois dans la nouvelle histoire de la nation, et a noté que la formation du Conseil était le premier pas important pour réaliser la Résolution du Conseil de sécurité 1483 pour un rétablissement rapide de l'autonomie iraquienne.

Tragiquement, Vieira de Mello a été tué un mois plus tard dans l'horrible attentat à la bombe contre les bureaux de l'ONU à Bagdad. L'International a immédiatement condamné avec la plus grande véhémence cet acte terroriste atroce qui a également provoqué la mort de nombreuses personnes au service de la communauté internationale œuvrant pour la paix et la coopération. Avant de mourir, Vieira de Mello dit : 'Ne les laissez pas retirer la mission' expression de sa confiance durable dans le travail des Nations Unies, et une foi que notre Internationale partage.

## **La Question kurde**

Le travail de l'Internationale sur les thèmes liés aux Kurdes s'est poursuivi pendant ce temps, et nos efforts et engagements se sont révélés opportuns et précieux étant donné les événements de cette année en Iraq.

Le Groupe de Travail du SIMEC sur la Question kurde s'est rassemblé à Bruxelles le 16 mars 2001, accueilli par le Parti Socialiste, PS, de Belgique, pour examiner les derniers développements concernant la situation du peuple kurde, avec des représentants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, PDKI, membre de l'IS, le Parti Démocratique du Kurdistan, KDP, et l'Union Patriotique du Kurdistan, PUK, d'Iraq, et du Parti de la Démocratie du Peuple, Hadep, de Turquie. Il a été décidé d'envoyer une mission dans le nord de l'Iraq, que l'Internationale a organisée du 17 au 23 juin 2001. La mission était composée de : Conny Fredriksson, président du Groupe de travail du SIMEC sur la Question kurde ; Morgan Johansson, du Parti Social-Démocrate Suédois, SAP ; Karim Pakzad, du Parti Socialiste français, PS ; et Karl Schramek, du Parti Social-Démocrate d'Autriche, SPÖ. La mission a rencontré les leaders des deux partis kurdes : Jalal Talabani du PUK et Massoud Barzani du KDP, et a observé le niveau d'organisation politique et sociale de ces partis dans leurs régions d'Iraq.

Le Groupe de travail s'est réuni le 22 février à Bruxelles, accueilli à nouveau par le Parti Socialiste belge, PS, pour examiner un rapport de la délégation dans le nord de l'Iraq. Le Groupe s'est encore rassemblé le 27 août de cette année, dans le contexte d'un séminaire organisé par la Fondation Olof Palme sur 'Les minorités nationales, l'auto-gouvernement régional et la démocratie en Iraq, en Iran et en Turquie' les 26 et 27 août 2002 en Suède. Le Comité a souligné notre soutien au peuple iraquien dans son désir de changement et a souligné avec prescience que la future construction d'un Iraq démocratique devait inclure la participation de tous les secteurs de la population.

En ce qui concerne la situation en Iran, l'Internationale, lors de notre Conseil à Rome les 20 et 21 juin de cette année, a adopté une résolution sur les Kurdes iraniens, dans laquelle nous avons condamné les violations des droits de la personne commis par les opposants des réformes en Iran, y compris les condamnations à mort et les exécutions de militants kurdes. Nous avons également dénoncé la répression contre les Kurdes dans le pays en général et réaffirmé notre soutien en faveur des droits légitimes des Kurdes en Iran ainsi que notre solidarité avec le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, PDKI, membre de l'IS.

## **L'AFRIQUE**

L'Internationale Socialiste n'a jamais hésité ni ne s'est détournée de l'Afrique, aussi difficiles que soient les défis. Nous sommes demeurés fermes durant les moments les plus noirs de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et nous refusons maintenant de nous soumettre au pessimisme avec lequel une bonne partie du monde considère le continent. Nous apercevons et nous reconnaissons plutôt que l'Afrique a le moins profité de la mondialisation et souffert le plus de l'injustice d'une économie mondiale de plus en plus inégale. Parallèlement, nous reconnaissons que les peuples africains, malgré les pires conditions, restent parmi les plus dynamiques et ingénieux de la planète, et s'ils en ont l'opportunité, peuvent, dans une atmosphère de solidarité internationale, avancer pour fournir un meilleur avenir à eux-mêmes et aux futures générations.

L'engagement de notre Internationale pour l'Afrique, et pour assurer que l'Afrique et les autres parties du monde établissent et renforcent des relations mutuellement bénéfiques, a été évident et ce d'un certain nombre de façons. Celles-ci incluent des missions spéciales de l'IS et des délégations sur le continent, pour rester en contact étroit avec nos partis membres alors qu'ils effectuent leur travail et luttent contre l'adversité dans les différentes régions d'Afrique, et aussi pour organiser des réunions de l'Internationale qui étendent notre influence en Afrique et augmentent l'interaction et la coopération entre le nombre croissant des pays membres sur ce continent et partout ailleurs dans le monde.

Le Conseil de l'IS réuni à Maputo les 10 et 11 novembre 2000 a rassemblé des centaines de délégués pour une discussion approfondie sur 'Le chemin à tracer pour l'Afrique : un engagement mondial pour le développement, la paix et la démocratie'. La réunion, faisant suite à notre Conseil à Cape Town en 1995, était accueillie par le Frelimo et son leader le président Joaquim Chissano. Les participants ont examiné les actions internationales nécessaires à la promotion du développement, de la paix et de la démocratie en Afrique, et ont souligné dans une déclaration de grande envergure que les trois objectifs devaient être poursuivis simultanément parce qu'aucun d'entre eux ne pouvait exister sans les deux autres.

Le Conseil de Maputo en vue, nous avons organisé des réunions du Comité Afrique à Yaoundé, au Cameroun, les 30 juin et 1er juillet, et à Praia, au Cap-Vert, les 30 et 31 octobre. Le rassemblement à Yaoundé était présidé par Ousmane Tanor Dieng, du Parti Socialiste du Sénégal et président du Comité, et était accueilli par le Front Social-Démocratique, SDF, du Cameroun, et son président national, John Fru Ndi. Les participants ont abordé la nécessité de renforcer les institutions démocratiques et les processus électoraux en Afrique ainsi que les moyens de promouvoir la campagne mondiale de l'Internationale de lutte contre la pauvreté en Afrique, et ont convenu, dans une déclaration, que la démocratie, la bonne gouvernance et la justice sociale étaient des conditions nécessaires pour la paix.

L'hôte de notre rassemblement à Praia était le Parti Africain de l'Indépendance du Cap-Vert, PAICV, et une grande partie de l'attention s'est portée sur la Côte d'Ivoire, où quelques jours plus tôt, le système électoral — par l'intermédiaire duquel Laurent Gbagbo, leader du Front Populaire Ivoirien, FPI, membre de l'IS, avait été élu président du pays — a été menacé. L'Internationale, en communication constante avec le président Gbagbo et des représentants du FPI, a émis le 24 octobre une déclaration condamnant l'interruption violente par les autorités militaires du processus de comptage des votes et la tentative du général Robert Guei de se maintenir illégalement au pouvoir. A Praia, nous avons salué avec joie le peuple de la Côte d'Ivoire qui s'était mobilisé avec succès pour défendre les élections et lancé un appel à la communauté internationale pour soutenir le processus de renforcement des institutions démocratiques dans le pays.

Les 1 et 2 juin, nous avons organisé pour la première fois une réunion de l'Internationale au Niger, avec le rassemblement du Comité Afrique à Niamey, accueilli par le Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme, PNDS, membre de l'Internationale. Des délégués en provenance de tout le continent ont abordé un certain nombre de thèmes, y compris le défi de la résolution des conflits armés qui se poursuivaient dans certains pays et sous-régions, thème particulièrement pertinent car nous préparions une importante initiative de l'IS dans la Région des Grands Lacs.

La mission de l'Internationale Socialiste dans la Région des Grands Lacs s'est déroulée du 18 au 23 février et comprenait Ousmane Tanor Dieng, Nanié-Coulibaly Safiatou, un des membres de la direction du FPI, Steen Christensen, du Parti Social-Démocrate du Danemark, et moi-même. A un moment où la préoccupation concernant la violence croissante dans la Région des Grands Lacs s'intensifiait, la mission s'est rendue en Côte d'Ivoire, dans la République démocratique du Congo, au Burundi et en Angola, ceci s'inscrivant dans le contexte du soutien de l'Internationale en faveur des efforts dans toute l'Afrique et pour soutenir en particulier le dialogue inter-congolais.

Après des discussions préliminaires à Abidjan avec le président Gbagbo, les membres de la mission ont pris l'avion pour Kinshasa, où ils ont rencontré des personnalités clés du processus de paix au Congo, à la fois du gouvernement, de l'opposition et également de la société civile. Ils se sont ensuite rendus à Bujumbura, la capitale du Burundi, où ils ont exprimé aux leaders politiques du pays le soutien de l'Internationale en faveur du processus de paix faisant suite à l'accord d'août 2000. A Luanda, la mission a rencontré les leaders du parti au gouvernement, le Mouvement

Populaire pour la Libération de l'Angola, MPLA, membre de l'IS, et a souligné notre soutien pour le dialogue et la réconciliation nationale suite à la fin de la guerre civile dans ce pays.

Au Conseil de l'IS à Casablanca, trois mois plus tard, nous avons exprimé notre satisfaction concernant les progrès significatifs réalisés en direction de la paix au Congo, et nous y avons en particulier pleinement soutenu les efforts des Nations Unies. Aujourd'hui, nous continuons à suivre de près la situation dans les Grands Lacs, en communication avec nos partis membres et avec d'autres contacts établis durant la mission de l'IS, et nous restons préoccupés par la violence récurrente et les revers, signe que nous devons continuer d'être tenaces dans notre soutien pour les efforts de paix dans la région.

L'Internationale continue d'intervenir de la part des prisonniers politiques en Afrique et d'autres régions. Le 10 juin 2002, nous avons dénoncé la condamnation à de longues peines de prison de Plácido Micó, secrétaire général de la Convergence pour la Démocratie Sociale, CPDS, membre de l'IS, et de douzaines d'autres en Guinée équatoriale sous inculpations discutables d'être impliqués dans un complot présumé de coup d'Etat, et avons exhorté la Commission des droits de l'homme de l'ONU de renouveler le mandat de son rapporteur spécial sur la Guinée équatoriale. De façon similaire nous avons dénoncé l'emprisonnement en 1998, en Guinée d'Alpha, Condé, leader du Rassemblement du Peuple de Guinée, RPG, membre de l'IS, et nous nous sommes réjouis de sa libération en mars 2001 et de sa participation quelques mois plus tard à notre Conseil à Lisbonne.

Lorsque le Comité Afrique s'est réuni à Luanda les 26 et 27 juin 2002, accueilli par le MPLA, c'était la première fois qu'une réunion de l'Internationale se tenait en Angola. La Poste de l'Angola a marqué l'occasion en émettant une série spéciale de timbres dépeignant les images des campagnes de l'Internationale dans la lutte contre la pauvreté en Afrique, l'abolition de la peine de mort, l'annulation de la dette des pays les plus pauvres et mettre un terme à la violence contre les femmes.

Dans le cadre d'une initiative particulièrement importante, l'Internationale a organisé une délégation d'experts légaux au Nigeria du 16 au 20 octobre 2002, en réponse à la condamnation à mort par lapidation de Amina Lawal, et auparavant de Safiya Hussaini, sur la base des codes pénaux de la Sharia récemment mis en application. L'effort, entrepris alors que le monde entier était préoccupé par la violation des droits de la femme au Nigeria et ailleurs, faisait partie de nos travaux sur deux des campagnes de l'Internationale — abolir la peine de mort et arrêter la violence contre les femmes. Les experts, ayant de l'expérience dans différents systèmes légaux du monde, comprenaient le professeur Perry Wallace du Washington College of Law, American University, États-Unis ; le Professeur Abdelouab Maalmi de la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, de l'Université Hassan II, Casablanca, Maroc et le Dr. Gabriel Lansky, avocat et expert en droits de la personne, d'Autriche. La délégation a rencontré des officiels du gouvernement, des figures politiques et des représentants de groupe de défense des droits de la femme et d'autres organisations non gouvernementales à Lagos, a tenu d'autres réunions dans l'Etat de Kaduna dans le nord du Nigeria où la loi de la Sharia est en application et a souligné à tout le monde la profonde inquiétude de l'Internationale à ce sujet. Nous avons donc été très satisfaits lorsqu'une cour d'appel nigérienne a décidé en septembre dernier de casser la condamnation d'Amina Lawal et l'a libérée, et nous continuerons de surveiller de près les nouveaux développements sur cette question.

Le 19 septembre 2002, l'Internationale a de nouveau répondu à une attaque contre la démocratie en Côte d'Ivoire, en condamnant la tentative de coup d'Etat et la violence criminelle impliquant des membres des forces armées du pays ainsi que d'autres groupes. Nous avons ensuite organisé une urgente réunion du Comité Afrique à Abidjan le 18 octobre pour montrer notre solidarité avec le président Gbagbo et le FPI, et pour soutenir sa décision d'engager un dialogue inclusif durant le

cessez-le-feu négocié par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO. Malheureusement la situation continue d'être l'objet d'une grande inquiétude. Lors de notre Conseil à Rome les 20 et 21 janvier 2003, nous avons déclaré que la tentative de coup d'Etat en Côte d'Ivoire risquait de freiner la démocratisation partout en Afrique et avons lancé un appel pour une solution politique durable basée sur les normes constitutionnelles et les principes légaux internationaux. Depuis lors, nous avons soutenu tous les efforts internationaux pour négocier un accord qui restaurerait l'Etat de droit démocratique pour tous les citoyens de la Côte d'Ivoire.

En préparation de notre Congrès, le Comité Afrique de l'IS s'est rassemblé à Cotonou, au Bénin, les 15 et 16 octobre, accueilli par le Parti Social-Démocrate, PSD, membre de l'IS. Des délégués de toute la région et au-delà ont discuté de la contribution de l'Afrique au Congrès, en mettant un accent particulier sur la gouvernance mondiale et le besoin d'impliquer pleinement l'Afrique dans la réforme des institutions internationales.

## **L'AMERIQUE LATINE ET LA CARAIBE**

L'Internationale a toujours été au premier plan de la lutte pour la démocratie et les droits de la personne en Amérique latine et aux Caraïbes. Partout où les dictatures sont tombées dans la région, nous étions là, agissant en solidarité avec les forces démocratiques et utilisant et appliquant toute l'aide disponible de la part de la communauté internationale. Nous avons également facilité la tâche non moins difficile de renforcer les institutions démocratiques pour assurer la participation du peuple à la politique et empêcher un autre cycle gouvernement anti-démocratique. D'énormes défis restent présents en Amérique latine et aux Caraïbes, y compris la persistance de la violence politique dans un nombre de pays et les influences cruelles de la mondialisation, qui ont exacerbé les inégalités, augmenté la pauvreté et ébranlé les économies nationales pratiquement partout.

C'est la raison pour laquelle les efforts consacrés par l'Internationale pour répondre à la demande des peuples pour une alternative possible et plus juste au soi-disant modèle néo-libéral résonnent profondément dans cette partie du monde, et en particulier ici, au Brésil, dont les grandes ressources et l'énorme potentiel ne sont surpassés que par le courage et la détermination de son peuple pour parvenir à renforcer sa démocratie et construire un meilleur avenir pour les générations à venir. A cet égard, je voudrais souligner la longue solidarité de notre Internationale avec le peuple brésilien et tous ses leaders démocratiques, en particulier pendant les années de gouvernement militaire et de transition démocratique, avec notre parti membre, le Parti Démocratique Travilliste, PDT, dirigé par Lionel Brizola, ainsi qu'avec le PT depuis les années 1980.

Au Pérou, après des années de travail en faveur de la démocratie et contre le régime autoritaire de Alberto Fujimori, notre Internationale s'est particulièrement réjouie de la transition démocratique qui s'est réalisée par la tenue d'élections libres et justes au printemps 2001. Pendant la crise en avril et en mai 2000, alors que l'Internationale avait émis des déclarations déplorant les tentatives de Fujimori de faire échouer le processus électoral, je suis allé au Pérou et j'ai rencontré le leader de l'opposition, Alejandro Toledo, qui allait être élu Président du pays, des membres du Parti Aprista Péruvien, membre de l'IS ainsi que des représentants d'autres forces démocratiques, afin de réaffirmer le soutien total de l'Internationale pour un changement démocratique pacifique dans le pays. Les 11 et 12 juin 2001, lors de la réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et la Caraïbe, SICLAC, à Buenos Aires, nous avons exprimé notre satisfaction quant à la tenue d'élections démocratiques, félicité Alan García pour sa participation et réitéré notre confiance dans le PAP.

Les Caraïbes, avec leurs variétés de nations, langues et cultures diverses, ont continué d'être le centre des activités de l'Internationale et, tout comme en Amérique latine, nous y sommes fortement présents. Ceci a été manifeste lorsque nous avons organisé une réunion du SICLAC à Kingston, en Jamaïque, les 1 et 2 septembre 2000, accueillie par le Parti National du Peuple, PNP, et son premier ministre P.J. Patterson. La réunion était présidée par l'ancien président de l'Argentine Raúl Alfonsín, co-président du Comité et a compté sur la participation de délégations de toute l'Amérique latine et des Caraïbes, y compris des leaders et représentants de partis au gouvernement et membres de l'IS, dans les pays des Caraïbes: à Sainte Lucie, en Dominique, à Barbade et en République dominicaine, ainsi que de Ralph Gonsalves, leader du Parti Travailleiste Unitaire, ULP, membre de l'IS, qui a été élu premier ministre de Saint Vincent et les Grenadines en mars 2001.

Lors de la réunion du SICLAC à Kingston, les délégués ont mis l'accent sur le fait que la mondialisation avait sévèrement limité la capacité de décision nationale en Amérique latine et dans les Caraïbes et mettait en danger les petits Etats caribéens, et qu'en réponse, un renforcement de la démocratie basé sur les valeurs sociales-démocrates était nécessaire. Le SICLAC a continué ses travaux sur ces thèmes ainsi que sur des questions mondiales connexes lors de réunions que nous avons organisées dans des villes de chaque sous-régions de l'Amérique latine : Buenos Aires les 11 et 12 juin, Managua les 20 et 21 octobre 2001, Caracas les 19 et 20 juillet 2002 et Mexico il y a quelques jours.

Les 26 et 27 novembre 2001, nous avons organisé à Saint-Domingue le premier Conseil de l'IS dans les Caraïbes, accueilli par le Parti Révolutionnaire Dominicain, PRD, qui avait été au premier plan de la lutte pour la démocratie en République dominicaine et dans toute la région, et était maintenant au pouvoir suite à la victoire du parti lors des élections en 2000. Notre Conseil, qui s'est déroulé peu de temps après les horribles événements du 11 septembre, s'est centré sur la réponse à la terreur dans le cadre du thème 'Travailler pour un monde plus sûr et plus juste'. Le Conseil a également concentré son attention sur le renforcement de la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier au Venezuela et à Haïti.

En mai 2002, j'ai eu l'opportunité de voyager au Venezuela pour rencontrer le parti membre de l'IS, Action Démocratique, AD, ainsi que d'autres partis politiques et la société civile du Venezuela, et réitérer la position de l'Internationale selon laquelle le 'déficit en matière de démocratie' au Venezuela devrait être surmonté par l'intermédiaire d'un dialogue inclusif. Deux mois plus tard, nous avons organisé une réunion du SICLAC à Caracas, comme expression concrète du soutien de l'Internationale aux efforts pour une solution pacifique et démocratique à la crise continue. Le rassemblement a compté sur la participation de leaders et représentants de nombreuses organisations politiques et syndicales du Venezuela, qui toutes ont aidé à contribuer à une analyse détaillée de la situation difficile dans laquelle se trouve la démocratie de leur pays. En janvier 2003, notre Conseil à Rome a adopté une résolution soulignant que la démocratie au Venezuela était menacée et réitéré notre soutien total aux efforts de l'Organisation des Etats américains, OEA, pour la promotion d'un résultat démocratique.

Dans le travail de l'Internationale pour renforcer les institutions démocratiques en Amérique latine et aux Caraïbes, le principal centre d'attention était les partis politiques et le besoin d'assurer qu'ils soient au centre de la politique, fournissant un canal au travers duquel les citoyens peuvent exprimer leurs préoccupations et leur volonté politique. Au nom de l'Internationale, j'ai donc participé à une table ronde de l'OEA sur la gouvernance démocratique à Santiago en août 2002 et à un rassemblement hémisphérique de l'OEA à Vancouver en décembre 2002, et je peux rapporter qu'une coopération plus accrue avec l'OEA sur le renforcement des partis politiques est planifiée. J'ai également participé en juin 2002, avec des représentants de l'Internationale des Chrétiens démocrates et de l'Internationale libérale, à une réunion sur le développement des partis politiques,

accueillie par l'Institut démocratique national, NDI, à Washington, avec lequel nous maintenons une relation étroite. En septembre de cette année là, j'ai eu l'opportunité d'être invité à la cérémonie annuelle W. Averell Harriman, à laquelle beaucoup de monde a assisté, et en mars, cette année, je suis allé à Washington avec le président Guterres pour participer à un programme organisé par le NDI, comprenant une série de réunions avec des personnalités dirigeantes du Parti démocratique.

Haïti continue de présenter des défis énormes et durant une période particulièrement difficile en août 2001, j'ai eu l'opportunité d'y rencontrer les partis de l'opposition — y compris le Parti du Congrès National pour les Mouvements Démocratiques, KONAKOM, le Parti Nationaliste Progressiste Révolutionnaire, PANPRA, et l'Organisation du Peuple en Lutte, OLP, membres de l'IS — ainsi que des représentants du gouvernement du président Jean-Bertrand Aristide, pour réaffirmer le soutien de l'Internationale en faveur de la démocratisation et du respect des droits de la personne du peuple haïtien. Au mois de décembre suivant, l'Internationale a condamné l'assaut armé sur le Palais national à Port-au-Prince et les attaques subséquentes par des supporters du gouvernement contre les partis de l'opposition, des journalistes et des membres de la direction de l'Alliance de la Convergence démocratique. Nous avons également continué de lancer un appel au gouvernement pour qu'il se joigne à la Convergence dans les négociations arbitrées par l'Organisation des Etats américains, OEA, afin que la crise puisse être résolue au moyen de la tenue d'élections complètement libres et justes.

L'Internationale a continué d'exprimer son soutien pour la décolonisation de Puerto Rico et, ayant maintenu notre solidarité avec la demande de la majorité portoricaine pour l'arrêt des exercices militaires sur l'île de Vieques, s'est réjouie lorsque la marine américaine s'est finalement retirée de Vieques au printemps cette année. Notre soutien en faveur des efforts produits en particulier par le Parti Indépendantiste portoricain, PIP, dirigé par Rubén Berríos Martínez, l'un des présidents honoraires de l'Internationale, a été constant et a inclus une série de déclarations et de résolutions qui soulignaient notre préoccupation relative à la condamnation de Berríos Martínez à quatre mois de prison en 2001 pour avoir pacifiquement protesté contre l'utilisation de Vieques à des buts militaires.

La violence se projette sous différentes formes en Amérique latine et aux Caraïbes et l'Internationale est prompte à répondre lorsque l'un des membres de notre famille sociale-démocrate est visé. Ce fut le cas en avril 2002 lorsque nous avons émis une déclaration condamnant l'attaque physique brutale à l'encontre de Rolando Araya, l'un des vice-présidents de l'IS et leader du Parti de Libération Nationale, PLN, membre de l'IS, et des membres de sa famille au Costa Rica, suite aux élections présidentielles qui s'y déroulaient, et nous avons exprimé l'espoir que les responsables seraient traduits en justice et que le Costa Rica demeure un modèle pour la démocratie et le respect des droits de la personne.

Le 28 mars 2003, l'Internationale a lancé un appel aux autorités cubaines pour qu'elles relâchent sans délai les douzaines de leaders d'organisations non gouvernementales et autres organisations civiques qui étaient détenus, rappelant que Cuba, à de nombreuses occasions, y compris lors de sommet régionaux, s'était formellement engagé à respecter les libertés et droits reconnus internationalement, et en a appelé au gouvernement cubain pour qu'il assure que tous les citoyens cubains jouissent de la liberté d'expression, la liberté d'association et de réunion. Lorsque deux semaines plus tard, presque quatre-vingt personnes ont été condamnées à de longues peines d'emprisonnement par les tribunaux cubains, l'Exécutif de l'IS a dénoncé comme 'inadmissible et injustifiable' le verdict contre ceux 'dont le crime était d'avoir des opinions différentes de celles du gouvernement'. L'IS a lancé un appel aux autorités cubaines 'pour la libération immédiate de tous les détenus'. Parallèlement, durant le récent rassemblement du SICLAC dans la ville de Mexico, nous

avons rejeté les mesures déstabilisantes récemment prises par le gouvernement des Etats-Unis contre Cuba, qui mettent en danger la paix dans la région.

La réunion du SICLAC à Mexico s'est tenue les 17 et 18 octobre, accueillie par le Parti de la Révolution Démocratique, PRD, et le Parti Révolutionnaire Institutionnel, PRI. Des délégués de toute la région ont identifié la lutte contre l'inégalité comme la première priorité dans les efforts pour légitimer la démocratie, et ont souligné le démantèlement des subventions agricoles dans les pays industrialisés et la restructuration de la dette de l'Amérique latine comme éléments cruciaux de la santé des économies de la région. Les situations d'un nombre de pays d'Amérique latine ont également été discutées, y compris la Bolivie, où nous avons noté comme positif le transfert de pouvoir au sein de la constitution, suite à quatre semaines d'intense mobilisation populaire et indigène, ouvrant la possibilité d'une fraîche approche aux problèmes difficiles auxquels la société bolivienne doit faire face.

### **Notre engagement pour la paix et la démocratie en Colombie**

La paix, la démocratie et la solidarité avec le peuple de Colombie étaient les thèmes centraux d'une réunion régionale spéciale, organisée par l'Internationale à Bogotá le 20 mai 2002, accueillie par le Parti Libéral Colombien, PLC, et comprenant la participation de délégués d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes. Le rassemblement a fourni une opportunité de réaffirmer notre solidarité avec le peuple colombien, alors qu'il lutte pour trouver les moyens de mettre un terme à la violence dans son pays et assurer une paix durable, et de souligner que la paix et la démocratie sont les objectifs fondamentaux de la famille de l'IS dans le monde entier.

Raúl Alfonsín, le co-président du SICLAC et l'un des vice-présidents de l'Internationale, a souligné qu'assurer la démocratie et la paix signifiait mettre les êtres humains au centre de la mondialisation, plutôt que les marchés. Horacio Serpa, candidat présidentiel du PLC, a lancé un appel en faveur de la mondialisation de la solidarité pour contrebalancer les effets socio-économiques négatifs de la mondialisation. Une conclusion importante du rassemblement a été que l'Internationale Socialiste s'est toujours engagée à trouver des solutions réelles aux problèmes réels, au travers de politiques démocratiques, chose plus nécessaire que jamais, pour contrer les efforts de dépolitiser pratiquement tout, et de brouiller les questions clés en promettant aux gens des solutions faciles. Il a également été convenu qu'une plus grande convergence de la gauche devait exister dans le monde pour mieux répondre à la dangereuse homogénéisation de la droite.

### **L'ASIE ET LE PACIFIQUE**

Les activités de l'Internationale dans cette région du monde vaste, dynamique et essentielle, ont continué de se centrer sur le soutien collectif et la coopération internationale pour la paix, la sécurité et la défense de la démocratie, lesquelles ont renforcé notre identité sociale-démocrate dans toute l'Asie et le Pacifique. A cause de nos valeurs et de notre solidarité avec ceux qui ont été privés de leurs droits fondamentaux ou dont les droits sont menacés, l'Internationale continue de rassembler les différents peuples de la région au sein de notre mouvement mondial de citoyens travaillant en coopération pour le bien commun.

Le 21 mai 2000, l'Internationale a condamné avec vigueur l'attaque contre le gouvernement des Fidji, démocratiquement élu, dirigé par le premier ministre Mahendra Chaudhry, secrétaire général

du Parti Travailleiste des Fidji, FLP, membre de l'IS, et a lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle 'prenne toutes les mesures nécessaires pour contribuer à la protection des droits et des institutions démocratiques des Fidji'.

Les 7 et 8 août 2000, nous avons organisé une réunion du Comité Asie-Pacifique à Wellington, accueillie par le Parti Travailleiste de Nouvelle Zélande, NZLP, et son leader et premier ministre Helen Clark, et nous nous sommes réjouis de la participation de Mahendra Chaudhry. Ce dernier a remercié l'Internationale pour notre soutien univoque durant l'assaut sur le parlement des Fidji où lui et d'autres personnes ont été retenus otages, et a lancé un appel pour un plan d'action concerté pour restaurer la démocratie et l'Etat de droit aux Fidji. Phil Goff, le ministre des Affaires étrangères de la Nouvelle Zélande, a parlé en notre nom à tous lorsqu'il a souligné la solidarité de l'Internationale avec le Parti Travailleiste des Fidji et avec n'importe lequel de nos membres sous la menace. José Ramos Horta, vice-président du Congrès National de la Résistance timoraise, CNRT, et Prix Nobel de la paix, a noté combien un tel soutien était important, et combien la solidarité mondiale avait été cruciale dans la lutte pour la démocratie et l'indépendance du Timor-Oriental. Le Comité a émis une déclaration soulignant l'engagement de l'Internationale Socialiste pour mettre un terme à l'autoritarisme et aux dictatures là où elles existent encore dans la région, et fournir un soutien prolongé à l'Etat de droit démocratique là où il est menacé ou attaqué.

A Wellington, nous avons aussi exprimé notre consternation relative au manque d'ouverture démocratique en Birmanie, où l'Internationale a fermement soutenu Aung San Suu Kyi depuis que son élection a été annulée par les militaires il y a plus de dix ans. Le 30 août 2000, l'Internationale s'est à nouveau prononcée et a condamné les actions du régime militaire en Birmanie restreignant les mouvements de Aung San Suu Kyi et des officiels de son parti, la Ligue Nationale pour la Démocratie, NLD. La Birmanie figurait encore à l'ordre du jour du Comité Asie-Pacifique qui s'est tenu les 5 et 6 mars 2001 à Tokyo, où nous avons noté que les conditions de répressions demeuraient en vigueur en Birmanie et lancé un appel pour que l'entière communauté internationale se joigne à nous et demande la libération de Aung San Suu Kyi et de tous les autres prisonniers politiques.

La réunion à Tokyo était accueillie par le Parti Social-Démocrate, SDP, du Japon, et était présidée par Takako Doi, leader du SDP, co-présidente du Comité et une des vice-présidentes de l'IS. Le rassemblement a encouragé le processus de réconciliation entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, en rassemblant des représentants des partis dirigeants des deux pays — le Parti Démocratique du Millénium de la République de la Corée au Sud, et le Parti des Travailleurs de Corée, de la République démocratique du peuple de Corée au Nord. Les efforts vers la réunification sur la péninsule coréenne ont continué d'être l'un des principaux axes de nos travaux pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région et, tandis que la route sera toujours cahoteuse, notre réunion à Manille a montré que les progrès étaient possibles au travers du dialogue, de la construction de la confiance et d'un large soutien international.

Le 25 septembre 2001, l'Internationale a exprimé sa profonde inquiétude relative à la violation de la constitution par les nouvelles autorités des Fidji, menaçant le rétablissement de l'Etat de droit. Bien que le Parti Travailleiste des Fidji, en sortant second des élections avait droit à des sièges au sein du cabinet, en vertu de la constitution multiraciale de 1997, en proportion avec le nombre de sièges obtenus au parlement, il en a été exclu. L'Internationale a réitéré sa solidarité avec le FLP lorsque le Comité Asie-Pacifique s'est réuni à Manille les 11 et 12 avril 2002, et a depuis continué de soutenir le parti dans ses efforts continus devant les tribunaux des Fidji pour l'établissement d'un gouvernement pluraliste et multiethnique, en accord avec la constitution du pays.

A Manille, les délégués de l'IS en provenance de toute la région ont été accueillis par la présidente Gloria Macapagal Arroyo qui, lorsqu'elle s'est adressée au Comité, a souligné le rôle intégrant de notre Internationale dans la longue lutte pour la démocratie aux Philippines. La réunion était accueillie par le Parti Socialiste Démocratique des Philippines, PDSP, membre du gouvernement de la présidente Macapagal Arroyo et dont le leader, Norberto Gonzales a souligné le besoin pour une plus grande coopération internationale contre les activités terroristes qui constituent de nouvelles menaces à la paix et à la sécurité de la région. Le Comité a émis une déclaration réaffirmant l'engagement de l'Internationale, 'en solidarité avec les partis sociaux-démocrates de toutes les régions du monde, à résoudre les conflits à travers la promotion du dialogue et de la coopération, à la fois au sein des nations et entre elles'. Le Comité a également souligné l'importance de promouvoir la démocratie comme partie intégrante des efforts pour obtenir la paix et la sécurité, en particulier en ce qui concerne la Birmanie, les attaques contre le gouvernement démocratique au Népal et le manque de démocratie en Malaisie.

Le Comité a également mis en exergue les efforts de l'Internationale dans sa recherche d'un plus grand dialogue entre les partis sociaux-démocrates et les groupes musulmans modérés en Asie et dans le Pacifique, y compris en Indonésie, un grand pays qui endure une période de transition difficile. A cet égard, j'aimerais ajouter qu'en mars dernier, j'ai eu l'opportunité de participer à la réunion de l'Institut Démocratique National qui s'est tenue à Frankfurt, planifiant un Congrès des démocrates du monde islamique.

Le 6 mai 2002, l'Internationale s'est réjouie de la libération de Aung San Suu Kyi qui était en résidence surveillée, mais a lancé un appel au régime militaire de Birmanie pour que davantage de mesures soient prises en faveur d'un véritable changement politique et 'd'un progrès vers une phase plus significative', comme l'a déclaré Aung San Suu Kyi. Malheureusement, le régime a encore renforcé la répression et le 3 juin cette année, l'Internationale a condamné la détention, encore une fois de Aung San Suu Kyi, ainsi que de cent membres de la NLD et la fermeture des bureaux des partis politiques et des universités. Le 3 septembre, nous avons à nouveau condamné sa détention continue et réitéré notre appel afin qu'elle et tous les autres prisonniers politiques soient libérés immédiatement et inconditionnellement. L'Internationale, comme toujours, continuera de soutenir la lutte du peuple de Birmanie pour la liberté politique et apporte son soutien à tous les efforts internationaux, en particulier ceux des Nations Unies, en faveur des droits démocratiques et aspirations des Birmans.

L'Internationale a aussi continué de suivre de près les développements au Pakistan. Lors de notre Conseil à Rome les 20 et 21 janvier cette année, nous avons réitéré notre préoccupation concernant le manque de démocratie dans ce pays, notant que des observateurs indépendants et l'Union européenne avaient déterminé que les élections parlementaires qui s'étaient tenues le 10 octobre 2002 étaient sérieusement viciées. Parallèlement, nous avons vu avec satisfaction que notre parti membre, le Parti du Peuple du Pakistan, PPP, avait gagné une pluralité de votes malgré l'énorme désavantage et la manipulation électorale auxquels il a dû faire face, et avons réaffirmé notre soutien au peuple pakistanais dans sa lutte pour restaurer la démocratie dans le pays.

Faisant suite à nos préoccupations relatives aux menaces à la paix et à la sécurité sur le sous-continent asiatique, l'Internationale, en mai 2002, a condamné l'attaque meurtrière contre un camp militaire indien au Cachemire et a exhorté l'Inde et le Pakistan de faire tout leur possible pour réduire les tensions et de renouveler de plus grands efforts pour amorcer un processus de paix. Nous avons également reconnu le travail d'organisations de la société civile pour la démocratie au Cachemire et réitéré notre engagement en faveur du soutien de toutes les initiatives pour une résolution pacifique du conflit au Cachemire.

## L'EUROPE

L'Internationale reste au premier plan dans l'effort d'expansion de la communauté européenne des démocraties à travers des initiatives régionales, de la coopération basée sur les valeurs sociales-démocrates, de résolution des conflits et de la promotion de la croissance et de la justice sociale. Ceci est un effort conjoint de la part de nos partis sur tout le continent pour assurer que l'intégration européenne fonctionne pour tous les citoyens.

L'Internationale, ayant constamment soutenu le changement démocratique dans les Balkans, a été satisfaite lorsque le peuple de Serbie s'est libéré du régime de Milosevic. A cette époque, notre Comité pour l'Europe centrale et orientale, SICEE, se réunissait à Zagreb, les 6 et 7 octobre 2000, et des délégués d'organisations sociales-démocrates serbes participant au rassemblement nous ont fourni les tout derniers rapports concernant les déroulements de la transition dramatique à Belgrade. Le rassemblement était accueilli par le Parti Social-Démocrate Croate, SDP, membre de l'IS, à la tête du gouvernement du pays, et nous avons souligné dans la Déclaration de Zagreb, émise à la fin de nos discussions, que la nouvelle phase démocratique initiée en Croatie l'année précédente avait servi à encourager le changement démocratique dans la République fédérale de Yougoslavie. Les participants à la réunion, qui était présidée Piero Fassino, DS, Italie, et Lászlo Kovács, MSzP, Hongrie, co-présidents du SICEE, ont également discuté des défis et des opportunités de l'élargissement de l'Union européenne, et souligné que l'élargissement nécessitait une coopération politique plus importante en ce qui concerne la Russie.

Avant la réunion de Zagreb, nous avons organisé une délégation de l'Internationale Socialiste en Russie, en accord avec la décision de notre Conseil à Bruxelles, en avril 2000, d'organiser une discussion spéciale d'une journée avec des leaders, représentants et personnalités politiques russes sur 'Une vision pour l'avenir — un dialogue sur la social-démocratie'. La délégation de l'IS était menée par le leader du Parti Social-Démocrate et premier ministre de la Suède, Göran Persson, le membre de l'Exécutif de l'IS auquel a été confié les questions concernant la Russie. Les participants russes, y compris des leaders et représentants de toutes les principales organisations sociales-démocrates de ce pays, se sont engagés à unir leurs efforts et à renforcer leurs relations et coopération, tandis que notre délégation soulignait l'engagement de l'Internationale à accroître sa coopération avec ceux qui en Russie s'identifient avec les valeurs et principes sociaux-démocrates.

Nous avons organisé pour la première fois une réunion de l'IS en République fédérale de Yougoslavie, les 17 et 18 septembre 2001, avec le rassemblement du SICEE à Belgrade, une manifestation du soutien continu de l'Internationale en faveur de la révolution démocratique dans ce pays et notre reconnaissance des progrès qui s'y sont réalisés. Les participants incluaient des leaders et représentants d'organisations sociales-démocrates et démocratiques de tout le pays ; l'ordre du jour s'est focalisé sur les Balkans, avec un accent sur le soutien international pour le processus de réformes en cours et les perspectives d'élargissement de l'Union européenne. La Déclaration de Belgrade acceptée par les délégués a mis l'accent sur l'augmentation du soutien de l'Internationale pour les forces politiques d'inspiration sociale-démocrate dans les Balkans afin d'y renforcer la démocratie.

Lorsque le SICEE s'est réuni l'année suivante à Ljubljana, en Slovénie, ce fut l'occasion de rappeler que récemment la tâche d'assurer la paix et la démocratie dans les Balkans semblait extrêmement difficile, mais que nous pouvions maintenant voir que la plupart des gens dans la région travaillaient pour construire et renforcer les systèmes démocratiques, avec la social-démocratie comme l'une des forces dirigeantes. La réunion, qui s'est tenue les 12 et 13 juillet 2002, était accueillie par la Liste Unifiée des Sociaux-Démocrates, ZLSD, dirigée par Borut Pahor, président de l'Assemblée nationale de la Slovénie, et était présidée par les co-présidents du Comité, Piero Fassino et Lászlo Kovács, qui

ont souligné qu'il y avait pour la première fois des gouvernements démocratiquement élus dans tous les pays d'Europe du Sud. Nous avons également noté avec satisfaction les récents succès électoraux des partis sociaux-démocrates dans un nombre de pays d'Europe centrale et orientale, autre indication de la vitalité et de la pertinence des principes sociaux-démocrates et de l'expansion croissante des politiques sociales-démocrates.

Nous avons organisé la suivante réunion du SICEE à Sofia, en Bulgarie, les 14 et 15 juin cette année. Le rassemblement, accueilli par le Parti Socialiste Bulgare, les Sociaux Démocrates Bulgares et la Gauche Européenne, comprenait des délégués d'environ trente partis membres de l'IS et organisations invitées, qui ont centré leurs délibérations sur l'importance de l'élargissement de l'Union européenne pour les pays de l'Europe centrale et orientale et sur l'importance de la stabilité dans les Balkans pour toute l'Europe. La déclaration adoptée par le Comité a exhorté la communauté internationale, en particulier l'Union européenne, l'OTAN et les Nations Unies, à maintenir de forts engagements pour assurer la paix et la démocratie dans les Balkans, et a réaffirmé la position de l'Internationale selon laquelle le renforcement de la social-démocratie en Russie, dans les nations de la CEI et dans le Caucase était également essentiel.

Faisant suite à nos travaux extensifs dans les Balkans, l'Internationale a organisé une réunion des leaders de nos partis membres dans la région qui s'est tenue à Tirana, en Albanie, le 5 septembre 2003. Le rassemblement, accueilli par le Parti Socialiste d'Albanie, dirigé par Fatos Nano, premier ministre de l'Albanie, et le Parti Social-Démocrate, s'est focalisé sur un certain nombre de questions, y compris la relation entre les Balkans et l'Union européenne et le rôle et les tâches du mouvement social-démocrate dans la région. Dans leur déclaration, les participants ont exprimé leur soutien total pour l'intégration européenne et l'établissement d'une feuille de route claire vers l'adhésion de tous les pays des Balkans à l'Union européenne ; ils ont aussi souligné l'importance de renforcer la coopération et l'engagement communs aux partis sociaux-démocrates afin d'assurer un progrès continu vers une paix durable et la sécurité dans la région.

## **LA MEDITERRANEE**

La Méditerranée est une région diverse et extrêmement importante où l'Internationale a poursuivi son travail pour la promotion de l'intégration et l'augmentation de la coopération, exploitant la diversité de nos membres et l'interaction dynamique au sein de notre famille sociale-démocrate pour promouvoir un partenariat de nations qui puisse surmonter les inégalités entre le Nord et le Sud. La complexité énorme du processus euro-méditerranéen requiert un engagement et un travail politique permanents, et l'Internationale demeure ferme dans ses efforts pour continuer à le faire avancer.

Le Comité Méditerranée de l'IS, dont le nombre de partis membres de l'IS de tous les rivages de la Mer Méditerranée ne cesse de croître, a été établi lors du Conseil de l'IS à Athènes en 1993 et un grand nombre des idées et propositions que nous avons mises en avant ont été reflétées dans le processus d'intégration formalisé par la Conférence de Barcelone en 1995.

Le Comité s'est réuni à Palma de Mallorca les 1 et 2 décembre 2000, accueilli par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE, dont la délégation était menée par le secrétaire général José Luis Rodríguez Zapatero. Les délégués ont produit un document de travail qui évaluait, cinq années après Barcelone, la meilleure façon de surmonter les obstacles et les délais pour faire avancer le processus et obtenir un partenariat euro-méditerranéen à tous les niveaux. Un accent a été placé sur la

conviction de l'Internationale qu'une impulsion et qu'un plus grand leadership politiques dans toute l'Europe et la Méditerranée étaient nécessaires pour forger un tel partenariat.

Au milieu des inquiétudes ayant saisi le monde après les attaques du 11 septembre aux Etats-Unis, le Comité Méditerranée s'est réuni à Séville les 29 et 30 octobre 2001, accueilli par le PSOE. Durant les discussions, les participants ont souligné le sentiment de l'Internationale selon lequel de telles attaques terroristes marquaient une nouvelle réalité et qu'en réponse à de telles menaces, dans un monde interdépendant, une plus importante coopération était nécessaire pour construire une 'société internationale plus juste et plus équilibrée', comme nous l'avons affirmé dans la Déclaration de Séville, émise par le Comité après l'achèvement de la réunion. Dans son évaluation des grands défis auxquels doit faire face la Méditerranée, le Comité a aussi exprimé l'optimisme de l'Internationale, notant que la région était également connue comme une arène de rencontres et de dialogue, et une source de principes en faveur de l'ordre international.

La présence croissante de l'Internationale dans la région méditerranéenne fut évidente lorsque nous avons organisé la réunion de notre Conseil de l'IS à Casablanca du 31 mai au 1er juin, accueillie par l'Union Socialiste des Forces Populaires, USFP, du Maroc, et son premier secrétaire, Abderrahman Youssoufi, alors premier ministre du Maroc. Le rassemblement s'est focalisé sur les réponses à la violence dans le monde de l'après 11 septembre et le besoin d'un effort nord-sud déterminé dans la poursuite de la paix, de la sécurité et du développement durable.

La Méditerranée dans le contexte de l'après-guerre en Iraq fut le thème principal des discussions lorsque nous avons organisé la réunion suivante du Comité Méditerranée à Tolède les 9 et 10 mai 2003, accueillie à nouveau par le PSOE. La réunion était présidée par Manuel Marín, président du Comité et le thème principal a été introduit par Felipe González, ancien premier ministre d'Espagne, et par Abderrahman Youssoufi.

Les participants à Tolède ont examiné la position spéciale de la Méditerranée, soulignant que la région était non seulement un point de rencontre de cultures et peuples diverses mais aussi où la communauté internationale et le mouvement social-démocrate confrontaient les défis majeurs et les crises. La Déclaration de Tolède émise par le Comité a réitéré notre conviction dans l'urgente nécessité que les Nations Unies récupèrent le rôle central en tant que garant de la paix et de la sécurité, et de réformer toutes les institutions internationales pour assurer plus de démocratie, plus de transparence et plus d'efficacité. Le document a également réaffirmé notre soutien aux efforts du secrétaire général de l'ONU, Annan, pour une résolution de la situation à Chypre, basée sur les résolutions pertinentes de l'ONU, ainsi que notre engagement en faveur de la promotion d'une résolution pacifique à la crise en Algérie 'pour donner au peuple algérien la liberté de maîtriser son destin et les moyens de bâtir un avenir démocratique'.

Avec l'approche de notre Congrès, le Comité Méditerranée s'est rassemblé à Split les 10 et 11 octobre. La réunion, accueillie par le Parti Social-Démocrate de Croatie, membre de l'IS, était à nouveau présidée par Manuel Marín. Les représentants de partis membres de l'IS ont noté que malgré les crises et les défis importants auxquels devait faire face la région, la Méditerranée était renforcée non seulement par la richesse de ses cultures, langues, religions et traditions, mais aussi par l'ouverture de ses peuples à une plus grande coopération et intégration. La Déclaration de Split convenue par les délégués a réaffirmé notre engagement en faveur du soutien du processus euro-méditerranéen comme le meilleur cadre pour faire progresser la coopération économique, culturelle et surtout politique, entre les nations de la région, basée sur le dialogue et la construction de la confiance mutuelle.

## **FAIRE PROGRESSER NOTRE ORDRE DU JOUR MONDIAL**

### **L'Economie, la Cohésion sociale et l'Environnement**

Depuis notre dernier Congrès à Paris, et suite à l'adoption de notre Plate-forme pour le progrès global par le Conseil de l'IS à Maputo en novembre 2000, l'Internationale a poursuivi ses travaux pour renverser le cours de la mondialisation en faveur des nombreuses personnes qui n'en n'ont pas encore profité. Ceux-ci ont compris les efforts concertés de nos partis membres dans leurs pays ainsi qu'au niveau régional et international, et de notre Comité sur l'Economie, la Cohésion sociale et l'Environnement, le Groupe de Travail de l'IS sur l'Organisation mondiale du commerce et le Groupe de Travail de l'IS sur l'Accord de Kyoto.

Une grande partie de nos travaux pour aider à guider la mondialisation dans une direction positive s'est concentrée sur deux initiatives mondiales, la Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey en mars 2002 et le Sommet mondial sur le développement durable, SMDD, aux mois d'août et de septembre suivants, à Johannesburg. La position de l'Internationale sur les thèmes impliqués dans ces entreprises cruciales était le principal centre d'intérêt du Comité de l'IS sur l'Economie, la Cohésion sociale et l'Environnement durant un certain nombre de ses réunions, en particulier lors de son rassemblement au siège des Nations Unies à New York les 15 et 16 février 2002, présidé par Christoph Zöpel, du Parti Social-Démocrate d'Allemagne, président du Comité. Nos travaux se sont poursuivis lors de la réunion du Conseil de l'IS à Casablanca du 31 mai au 1er juin 2002, où nous avons centré nos discussions. Sur le thème 'De Monterrey à Johannesburg', nous avons réitéré notre soutien au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, NEPAD, et émis une déclaration de soutien au SMDD qui réaffirmait la gouvernance démocratique et la durabilité mondiales en tant qu'objectifs de la social-démocratie dans le monde entier.

A l'occasion du Sommet à Johannesburg, notre Président a adressé une lettre aux leaders de l'Internationale, lançant un appel pour qu'un nouvel effort soit réalisé par les sociaux-démocrates pour intégrer les préoccupations économiques, sociales et environnementales et soulignant que le Sommet avait offert une opportunité importante pour établir les bases d'un 'Nouveau partenariat mondial' pour le développement durable.

Nous avons organisé une présence majeure de l'Internationale au Sommet, ainsi qu'un certain nombre d'activités auxquelles j'ai eu l'occasion de participer avec des délégués de nombreux partis membres de l'IS du monde entier. Nous nous sommes réunis avec des ministres du gouvernement de l'Afrique du Sud ainsi qu'avec des personnalités dirigeantes du Congrès National Africain, ANC, lors d'une réunion spéciale organisée par le parti pour nous accueillir. Les représentants de l'IS se sont joints aux activités des délégations nationales, ont participé aux forums d'ONG, aux réunions des parlementaires et autres groupes et ont suivi les réunions du Sommet. Des discussions se sont également tenues avec Jan Pronk, l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies au Sommet.

Afin d'évaluer les résultats du Sommet, le Comité de l'IS sur l'Economie, la Cohésion sociale et l'Environnement s'est rassemblé à Genève au siège de l'Organisation internationale du travail, OIT, les 13 et 14 décembre 2002. Parmi les participants se trouvaient Larry Kohler, représentant le directeur général de l'OIT Juan Somavía, et Mike Moore, ancien directeur général de l'OMC. Avec à l'esprit le Conseil de l'IS à Rome le mois suivant, le Comité a adopté une Déclaration sur le Sommet qui se réjouissait de la nouvelle impulsion donnée à l'action mondiale pour combattre la pauvreté et protéger l'environnement, mais regrettait les maigres résultats concernant la gouvernance mondiale ainsi que d'autres thèmes.

Lorsque le Conseil de l'IS s'est réuni à Rome les 20 et 21 janvier de cette année, accueilli par nos deux partis membres en Italie, les Démocrates de Gauche, DS, dirigés par Piero Fassino, et les Socialistes Démocratiques Italiens, SDI, dirigés par Enrico Boselli, l'un des principaux thèmes du rassemblement était "Pour une société plus égale : la gouvernance, la durabilité et la justice sociale". Suite à des discussions détaillées, nous avons adopté une déclaration sur l'économie mondiale, se centrant sur les différentes régions du monde et les difficultés provenant d'un certain nombre de facteurs, y compris la crise en Iraq, et une déclaration sur la politique mondiale 2003, soulignant la nécessité d'aborder la fracture numérique qui a laissé une grande partie du monde déconnectée du point de vue technologique. A cet égard, j'ai représenté l'Internationale à Divonne-les-bains, France, le 12 décembre 2002, lors d'une conférence de l'ONU qui s'est tenue en préparation du Sommet mondial sur la société de l'Information, dont la première phase est prévue du 10 au 12 décembre de cette année à Genève. La fracture numérique est déjà l'un des thèmes haut placés de notre ordre du jour et nous allons porter une attention particulière au sommet qui approche.

A notre Conseil de Rome, l'Internationale a aussi envoyé un 'Message au Forum social mondial à Porto Alegre et au Forum économique mondial à Davos', lesquels étaient sur le point de se dérouler. Nous avons lancé un appel pour un renouveau des 'grandes causes et des grandes valeurs' et réaffirmé notre engagement, en particulier dans le contexte de la mondialisation, pour la paix et la justice, soulignant que l'une ne pouvait pas exister sans l'autre. Et nous avons exhorter la planète de soutenir un 'contrat mondial' basé sur des politiques concrètes, comme l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, l'une des quatre campagnes de l'Internationale, et de fournir des efforts internationaux plus importants qui serviraient à rectifier les inégalités économiques et sociales.

Les représentants de partis membres de l'IS, délégués d'ONG, experts et autres invités, rassemblés à Paris le 5 octobre 2001 pour une journée spéciale organisée par le Parti Socialiste français, ont concentré leur attentions sur l'annulation de la dette. Durant les ateliers et une table ronde présidée par François Hollande, premier secrétaire du PS, les participants ont convenu que l'annulation de la dette était cruciale au développement de nombreuses parties du monde. L'Exécutif de l'IS, réuni à Paris, a alors émis une déclaration soulignant que la résolution du problème de la dette dans les pays en développement était un des principaux tests de la solidarité mondiale dans le nouveau millénium, et que l'annulation 'devait être perçue dans la claire perspective politique du financement du développement.'

En tant que partie des efforts de l'Internationale pour donner forme au débat continu sur les questions globales, le Comité de l'IS sur l'Economie, la Cohésion sociale et l'Environnement s'est régulièrement rassemblé dans différentes régions du monde, évaluant les conditions, entreprenant des recherches, consultant les agences internationales et préparant des documents pour faire progresser nos travaux. Depuis Paris, nous avons organisé des réunions du Comité à Berlin, à Casablanca et à Mexico, où le thème principal était 'Ponts à travers l'écart numérique : le rôle de l'éducation au 21ème siècle'. Nous avons aussi organisé des réunions au siège de l'ONU à New York, au siège de l'OIT à Genève, au siège de la Banque mondiale à Washington DC où de hauts dirigeants de cette institution ont participé aux discussions, et plus récemment, à nouveau au siège de l'OIT les 3 et 4 octobre. Sur la base de ce programme de travail, le Comité a préparé un document détaillé 'La Gouvernance dans une société globale — l'approche sociale-démocrate', qui sera discuté à notre Congrès.

Le 30 mai de cette année, l'Internationale a organisé à Washington DC une discussion informelle d'un jour, lors de laquelle le président de l'IS, Guterres, Poul Nyrup Rasmussen, ancien premier ministre du Danemark et actuellement rapporteur du Parti des Socialistes Européens sur la mondialisation, Christoph Zöpel, l'ancienne ministre du Portugal Maria João Rodrigues et moi-même, avons rencontré un certain nombre d'officiels haut placés, associés aux travaux du Fonds

monétaire international, de la Banque mondiale, de l'OIT, de l'OMC, de la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et de la Banque Interaméricaine de développement. Ce dialogue informel très fructueux faisait partie de notre effort continu pour développer de nouvelles approches de la gouvernance mondiale et définir une nouvelle architecture internationale.

### **L'Organisation mondiale du commerce**

Peu de phénomènes ont partout affecté les gens ordinaires autant que l'expansion accélérée du commerce mondial. Ceci a toujours été l'une des préoccupations majeures de l'Internationale, en particulier avec la création de l'Organisation mondiale du commerce, OMC, et la croissance des inégalités inhérentes aux accords commerciaux mondiaux actuels. Lors de notre Conseil à Bruxelles en avril 2000, l'Internationale a donc établi un Groupe de travail de l'IS sur l'Organisation mondiale du commerce pour suivre de près les opérations de l'OMC et proposer des réformes de ses structures, en particulier en ce qui concerne l'introduction d'une dimension sociale, en accord avec les travaux de notre Comité sur l'Economie, la Cohésion sociale et l'Environnement.

Le Comité, le Groupe de Travail sur l'OMC, dont le président est le ministre des Affaires étrangères de la Finlande, Erkki Tuomioja, du Parti Social-Démocrate Finlandais, et les membres de l'IS sur chaque continent ont contribué d'un certain nombre de façons aux efforts de notre Internationale pour promouvoir un système commercial dynamique mais aussi plus équilibré, transparent et démocratique. L'attention s'est particulièrement portée sur les accords de Doha en 2001 qui ont lancé une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Donnant suite aux travaux du Groupe de Travail lors de ses réunions à Maputo, durant la réunion de notre Conseil en novembre 2000, et à Londres en avril 2001, notre Internationale a adopté deux résolutions importantes. Dans la première, au Conseil de l'IS à Lisbonne en juin 2001, nous avons réaffirmé notre conviction selon laquelle 'l'OMC reste l'organisation qui détient le meilleur potentiel pour gérer les aspects de la mondialisation relatifs au commerce et pour disséminer les avantages aux groupements et populations marginales à travers le monde' et que 'pour réaliser ce potentiel, la réforme et la mise en valeur de l'OMC s'imposent, en en faisant un forum pour la libéralisation progressive des échanges.' Dans la seconde, lors de la réunion de Conseil à Saint-Domingue en novembre 2001, nous avons réitéré notre engagement pour faire en sorte que 'le cycle de négociations de Doha porte bien son nom de Cycle du Développement'.

En 2003, l'Internationale a mené un nombre d'activités pour aider à contribuer à la 5ème Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Cancun du 10 au 14 septembre, ayant pour objectif de faire avancer les accords sur les questions clé du cycle de Doha. Les discussions entre nos partis membres, en particulier ceux participant directement au Groupe de Travail de l'IS sur l'OMC, ont mené à la préparation d'une déclaration de l'IS, émise juste avant Cancun, détaillant notre position en faveur d'un commerce plus juste, d'un développement équitable et durable, du respect des droits des travailleurs et d'une OMC plus ouverte et démocratiquement responsable.

La veille de la Conférence ministérielle, les représentants de partis membres de l'IS, en provenance de différentes régions du monde, se sont réunis à Cancun avec des leaders de syndicats, afin d'échanger des points de vue sur les thèmes qui allaient être abordés durant la conférence. Les participants au rassemblement ont souligné dans une déclaration notre position selon laquelle 'l'OMC devait répondre aux besoins et attentes de la grande majorité des personnes qui vivent dans les pays en développement du monde', et a exhorté l'OMC de modifier les règles du commerce agricole au travers de l'élimination des subventions et l'ouverture des marchés aux exportations agricoles des pays en développement, car cela créerait de nouvelles possibilités pour obtenir des progrès sur d'autres thèmes à l'ordre du jour.

Suite à l'effondrement malencontreux des négociations de l'OMC quelques jours plus tard, l'Internationale a exprimé ses regrets et a lancé un appel pour que des mesures soient prises pour restaurer la confiance nécessaire pour remettre en marche le processus de négociations. A cet égard, nous avons exhorté le monde industrialisé d'être plus sensible aux réalités du monde en développement et d'être plus disposé à faire des concessions sur la question cruciale de l'agriculture. Malgré la déception de Cancun, l'Internationale est convaincue de la nécessité d'une distribution plus juste des bénéfices du commerce et qu'une réduction substantielle de la pauvreté partout dans le monde doit être obtenue, et l'IS continuera de recommander un moindre égoïsme et une approche plus équilibrée afin que le cycle de Doha puisse être complété dans le laps de temps restant.

### **L'Accord de Kyoto**

La question du changement climatique a toujours été l'une des priorités de l'Internationale Socialiste, et les partis membres de l'IS du monde entier ont contribué à chaque étape du processus, aidant à surmonter les obstacles que l'on pensait autrefois insurmontables, pour obtenir le soutien en faveur du protocole pour combattre le réchauffement mondial de la planète, accepté par la plupart des gouvernements du monde à Kyoto en 1997. En avril 2000, le Conseil de l'IS à Bruxelles a établi le Groupe de Travail de l'IS sur l'Accord de Kyoto, pour mener des activités de soutien du processus, dans le cadre du Comité de l'IS sur l'Economie, la Cohésion sociale et l'Environnement.

L'Internationale a immédiatement déclaré 'inacceptable' la décision abrupte des Etats-Unis au printemps 2001 de se retirer de l'accord de Kyoto, formellement connu sous le nom de Protocole de Kyoto à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique. L'abandon du traité par Washington était un autre exemple de comportement unilatéral et l'Internationale s'est jointe à l'effort mondial pour conserver le traité de Kyoto vivant. Dans notre déclaration émise le 3 avril 2001, nous avons affirmé que la tournure malencontreuse des événements à Washington ne nous dissuaderait pas et nous avons lancé un appel à toutes les autres parties signataires à l'accord, ainsi qu'à toutes les organisations non gouvernementales concernées, de faire tout leur possible pour 'assurer que les objectifs du traité soient atteints. Maintenant plus que jamais, il est temps de relancer et poursuivre les efforts en faveur de la protection mondiale de l'environnement'. Nous avons noté que Washington avait cité des raisons économiques pour expliquer sa décision mais nous avons répondu que les types de désastres prévus par les scientifiques si les changements climatiques n'étaient pas ralentis, pouvaient ruiner des nations et saper l'entière économie mondiale.

Quelques mois plus tard, lors de notre Conseil à Lisbonne les 29 et 30 juin 2001, l'Internationale a adopté une déclaration, 'Vers le développement durable' s'inspirant de la 'Plate-forme pour le progrès global' adoptée lors du Conseil de l'IS à Maputo en novembre 2000 et donnant suite aux travaux de nos partis membres, y compris pendant les réunions du Groupe de Travail de l'IS sur l'accord de Kyoto à Oslo en janvier 2001 et à Londres en juin de cette année. Dans la déclaration, nous avons identifié le réchauffement de la planète comme la plus grande menace à l'encontre de l'environnement, avec les pays pauvres en souffrant le plus car ils ne bénéficient pas des technologies et des ressources pour répondre à ce défi, et nous avons lancé un appel à tous les pays à œuvrer en vue de la ratification du Protocole de Kyoto. Nous avons aussi souligné que l'Internationale était bien positionnée pour faire avancer le processus de Kyoto de par sa présence partout dans le monde industrialisé et le monde en développement, et la nécessité de construire des ponts politiques entre le Nord et le Sud pour combattre le changement climatique ainsi que d'autres problèmes liés à la protection de l'environnement.

Depuis lors, le soutien pour Kyoto a été une partie intégrale des travaux de l'Internationale en faveur du développement durable. Dans la 'Déclaration sur le Sommet mondial pour le développement

durable' adoptée lors de notre Conseil à Casablanca les 31 mai et 1er juin 2002, nous avons réitéré notre appel à toutes les nations signataires du Protocole afin qu'elles complètent le processus de ratification, et lancé un appel aux Etats-unis de reconsidérer leur décision qui les avait laissés isolés dans le monde sur la question du réchauffement de la planète.

Nous avons répété ces appels dans une Déclaration sur le résultat du Sommet, émise lors du Conseil de Rome les 20 et 21 janvier cette année. Et dans un message envoyé par le Conseil au Forum social mondial à Porto Alegre et au Forum économique mondial à Davos, nous avons réitéré notre proposition d'établir une Organisation mondiale de l'Environnement, qui ferait partie du système des Nations Unies, pour promouvoir la mise en œuvre du Protocole de Kyoto et des autres accords internationaux. Alors que la menace de bouleversements environnementaux majeurs dus au réchauffement de la planète s'approche dangereusement, la ratification par toutes les nations impliquées reste l'une des tâches centrales de notre mouvement.

### **Les autorités locales**

Parce que le contact direct avec le gouvernement se produit pour la plupart des gens au niveau municipal, l'Internationale a continué ses efforts pour améliorer le gouvernement local, en particulier dans le contexte de l'impacte croissant de la mondialisation. La réponse locale aux tendances mondiales est de plus en plus importante car il est de plus en plus difficile pour les gouvernements nationaux de concevoir seuls des politiques efficaces et parce qu'ils peuvent grandement bénéficier des contributions des citoyens, canalisées par les institutions municipales. En tant qu'objectif central de nos travaux sur ce thème, l'Internationale a donc décidé en 2000 de préparer une charte sur le gouvernement local qui élaborerait les critères des droits et responsabilités des autorités locales dans une société démocratique.

Les efforts ont été menés par les partis membres de l'IS dans différentes parties du monde et par notre Comité des Elus locaux et régionaux, présidé par Hermes Binner, du Parti Socialiste Populaire, PSP, maire de Rosario, Argentine. Nous avons organisé une réunion du Comité à Rosario les 31 mars et 1er avril 2000, accueillie par le PSP et l'Union Civique Radicale, UCR, durant laquelle les délégués ont considéré les meilleurs moyens pour les gouvernements locaux de promouvoir la création d'emplois et d'humaniser le paysage urbain. Le Comité s'est également réuni à Budapest les 24 et 25 octobre 2000, accueilli par le Parti Socialiste Hongrois, MSzP, durant lequel le Comité a souligné le principe 'Penser globalement, agir localement' et développé un programme de travail pour préparer la charte.

Afin de faire progresser nos travaux sur la charte, nous avons organisé une réunion du Comité à Mexico les 23 et 24 juillet 2001, accueillie par le Parti de la Révolution Démocratique, PRD, et le Parti Révolutionnaire Institutionnel, PRI. Près de cinquante délégués, y compris des maires et des représentants d'autorités locales d'Afrique, d'Europe et d'Amérique latine, ont contribué aux discussions et adopté une déclaration recommandant l'incorporation des opinions de tous les citoyens, hommes et femmes, dans la planification, la mise en œuvre et la gestion des politiques publiques. Cette approche fondamentalement socialiste allait devenir un point clé de notre charte, de même que notre mise en exergue sur des indicateurs qui véritablement évaluent la qualité de vie de la population, y compris l'espérance de vie, la mortalité infantile, l'accès à l'éducation, les services médicaux, l'alimentation et les logements, ainsi que les emplois, la sûreté publique et la protection environnementale.

Nous étions donc plutôt fiers lorsque la IIIème Conférence mondiale des Maires de l'Internationale Socialiste, que nous avons organisée à Athènes du 7 au 9 décembre 2001, a adopté à l'unanimité la 'Charte pour les villes gouvernée par des socialistes', point culminant d'années de travail et

d'activités de l'IS coordonnées, auxquelles ont participé des maires et autres leaders municipaux, ainsi que des représentants de partis sociaux-démocrates et travaillistes du monde entier. Durant la Conférence, accueillie par le Mouvement Socialiste Panhellénique, PASOK, et présidée par Hermes Binner, le premier ministre Costas Simitis, leader du PASOK et l'un des vice-présidents de l'IS s'est adressé aux délégués, parmi lesquels se trouvaient des leaders municipaux de presque chaque continent, d'Iztapalapa au Mexique, à Freameries en Belgique, de Ulaanbaatar en Mongolie, à Limbe au Cameroun, entre autres.

A Athènes, des groupes de travail se sont formés pour examiner les principaux éléments du projet de charte finale, laquelle a été approuvée durant le dernier jour de conférence, suite aux rapports des groupes de travail et une série de discussion finale entre les délégués. La Charte fournit un cadre commun pour incorporer les valeurs de la social-démocratie au sein de la gouvernance locale, pour 'refonder la citoyenneté et planter la semence d'une société plus juste et plus solidaire'. La Charte a également mis en avant le gouvernement local comme l'un des principaux promoteurs de l'inclusion et de l'intégration, et comme une force importante du développement durable et de la gestion des ressources, permettant ainsi d'intégrer la charte à la contribution générale de l'Internationale au Sommet mondial de Johannesburg.

### **La paix, la démocratie et les droits de la personne**

Ce sont des valeurs qui sont au cœur de notre organisation depuis la naissance de l'Internationale et tout au long de son expansion dans pratiquement tous les coins du monde. Notre soutien pour la résolution pacifique des conflits, la promotion de la démocratie et la protection des droits de la personne a été l'un des thèmes principaux, sous-jacent à chaque aspect de nos travaux, depuis les jours de la guerre froide jusqu'à l'époque actuelle où nous confrontons les nouveaux défis et les nouvelles menaces. C'est ainsi que le 11 septembre 2001, l'Internationale a condamné dans les termes les plus fermes les attaques terroristes menées contre les Etats-Unis, que nous avons décrites comme 'un assaut sur toute la communauté démocratique mondiale', réitéré notre horreur du terrorisme et exprimé notre solidarité totale avec les hommes et les femmes en deuil aux Etats-Unis et partout dans le monde à cause de crimes si barbares.

Interpréter les nouvelles formes variées de violence et les racines des conflits dans le monde a toujours fait partie du travail de notre Internationale, y compris dans les travaux de nos comités régionaux et du Comité de l'IS sur la paix, la démocratie et les droits de la personne établi par le Conseil de l'IS à Bruxelles, en avril 2000. Nous avons organisé le premier rassemblement du Comité à Prague les 16 et 17 octobre 2000, accueilli par le Parti Social-Démocrate Tchéque, CSSD, et le président du Comité, Milos Zeman, alors premier ministre, pour aborder 'La nature des conflits dans un monde en évolution', et pour examiner les moyens d'améliorer le rôle des Nations Unies dans la résolution des conflits. Suite à cette réunion, et à la demande du Président, j'ai présenté au Comité en juin 2001 une vaste évaluation de la nouvelle nature des conflits intitulée 'Perspectives sur les conflits et assurer la paix', qui fournit un cadre pour faire une étude des formes variées de conflits dans les différentes régions du monde, avec un accent particulier sur les conflits ethniques et raciaux et le besoin de garantir les droits des minorités pour les prévenir.

Nous avons organisé une autre réunion du Comité sur la paix, la démocratie et les droits de la personne les 24 et 25 janvier 2002 à Genève, au Palais des Nations, Nations Unies. Les participants ont considéré la question de 'la prévention et la résolution des conflits', évalué le statut des conflits régionaux dans le monde et souligné l'importance du renforcement des mécanismes de la diplomatie préventive.

Du 17 au 19 avril 2002, l'Internationale Socialiste a entrepris une mission pour promouvoir la démocratie et les droits de la personne au Bélarus, et pour exprimer notre solidarité avec les forces sociales-démocrates ainsi qu'avec les autres forces pro-démocrates opérant dans les circonstances difficiles d'un gouvernement autoritaire dans ce pays. La mission était composée de Milos Zeman, Urban Ahlin, du Parti Social-Démocrate suédois, SAP, et président du comité des Affaires étrangères du parlement suédois, et moi-même. Nous avons organisé des réunions avec les leaders du Parti Social-Démocrate du Bélarus (Narodnaya Hramada), BSDP, membre de l'IS, le Conseil consultatif des partis politiques de l'opposition, des leaders de syndicats, des membres de centres d'analyse et de recherche, des représentants d'organisations non gouvernementales, les éditeurs en chef de médias biélorusses et autres journalistes, et réaffirmé le soutien de l'Internationale pour leurs efforts.

En accord avec les travaux de l'Internationale en faveur des droits de la personne, j'ai représenté notre organisation à une réunion à Genève en février 2001 avec Mary Robinson, alors Haut commissaire des Nations Unies sur les droits de la personne, à laquelle participaient aussi des représentants d'autres organisations politiques internationales.

Je peux également rapporter que dans le cadre du soutien de la démocratie et d'élections libres et justes, l'Internationale a organisé des missions d'observateurs au Chili en décembre 1999 et en janvier 2000 pour le premier et second tour des élections, durant lesquels Ricardo Lagos, de notre famille de l'IS et candidat pour la Concertación de Partidos por la Democracia, a été élu président, et en République dominicaine en mai 2000, quand Hipólito Mejía, du Parti Révolutionnaire Démocratique, PRD, membre de l'IS, a aussi été élu président.

En septembre 2001, j'ai eu l'opportunité d'observer les élections générales au Timor-Oriental, tenues sous les auspices des Nations Unies, avec une délégation importante du Parti Travailleuse Australien, ALP, et du Parti Travailleuse Néo-zélandais, NZLP, membres de l'IS. Après que l'Internationale ait soutenu l'indépendance au Timor-Oriental basée sur la démocratie, c'est avec satisfaction que nous avons observé l'importante participation électorale et nos amis du Fretilin, le principal mouvement de libération du Timor-Oriental, gagner les élections.

J'ai également pu me rendre au Costa Rica en février 2002, lorsque Rolando Araya, leader du Parti Libération Nationale, membre de l'IS, était candidat aux élections présidentielles, et au Maroc pour les élections parlementaires de septembre 2002, où l'USFP est restée, suite au vote, l'un des premiers partis politiques du pays.

## **VERS UN NOUVEL INTERNATIONALISME**

A São Paulo, nous avons souligné que le monde avait changé et qu'il était nécessaire qu'il soit organisé différemment. Pendant la période couverte par ce rapport, je me suis rendu compte que l'Internationale Socialiste pouvait aider à montrer le chemin.

Alors que notre famille grandissait, nous avons, par l'intermédiaire de nos missions, de nos réunions, appels et autres initiatives, étendu notre influence, en accroissant l'interaction et la coopération entre nos partis membres de plus en plus nombreux et en faisant la différence.

Aujourd'hui plus que jamais, la social-démocratie et notre Internationale sont une présence et une voie partout et à chaque fois que l'injustice et l'inégalité laissent les gens de côté ou les rejettent.

Nous sommes donc obligés de devenir plus puissants, pour pouvoir faire davantage dans nos partis, au sein de notre mouvement, tout en travaillant pour un cadre de gouvernance mondiale juste, efficace et transparent, et pour une mondialisation gouvernée par les personnes.

La solidarité qui nous lie tous ensemble et qui fait que chaque jour d'autres veulent se joindre à notre mouvement, nous donne notre force, notre unité et notre portée mondiale. De la même manière, les valeurs que nous embrassons peuvent devenir le tissu connectif d'une nouvelle architecture mondiale.

C'est de cette base pour un nouveau internationalisme dont a besoin d'urgence notre monde en troubles et nous nous engageons à la faire progresser et à en faire un succès.

